

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie  
3 rue Paul Guiton  
74000 Annecy

Annecy, le **22 DEC. 2023**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CARRIERES ROSSETTO**

QUEVETS NORD  
ROUTE DE LA SERRA  
74490 ST-JEOIRE

Références : 20231205-RAP-ARDechet-InspCarRosStJeoire-vs

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement CARRIERES ROSSETTO implanté ROUTE DE LA SERRA 74490 ST-JEOIRE. L'inspection a été annoncée le 01/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES ROSSETTO
- QUEVETS NORD ROUTE DE LA SERRA 74490 ST-JEOIRE
- Code AIOT dans GUN : 0006101904
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La société Carrières Rossetto a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de Saint-Jeoire par arrêté préfectoral (AP) du 3 février 2009 modifié pour une durée de 20 ans et 2 ans de remise en état.

Le gisement a été estimé à 5 000 000 tonnes à la date de l'arrêté préfectoral. Le rythme d'extraction est de 150 000 tonnes/an en moyenne et 300 000 tonnes/an au maximum. Le remblayage est autorisé pour la remise en état du site à partir de la dernière phase d'extraction soit de 2024 à 2029.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites APMD du 05/07/2023 ;
- Suites inspection du 27/04/2023.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délais
1	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, articles 2, 8 et 8.2 Arrêté de Mise en demeure du 05/07/23	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délais
2	Remblaiement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	3 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Aucune suite

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite des constats effectués, l'inspection des installations propose à monsieur le préfet de la Haute-Savoie d'envoyer :

- un courrier à l'exploitant l'informant que l'inspection des installations classées considère que les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juillet 2023 sont respectées (constat n°1) ;
- une lettre de suite préfectorale pour demander un dossier de porter à connaissance conformément à l'article L. 181-14 du code de l'environnement (constat n°1).

Un constat (constat n° 2) est également susceptible de faire l'objet de suites administratives.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Remblaiement

<b>Références réglementaires :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, articles 2, 8 et 8.2</li><li>• Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 05/12/2305/07/2023</li></ul>
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets extérieurs inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui
<b>Prescriptions contrôlées :</b> <p>Article 2 (AP du 03/02/09) (...) la carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. (...).</p> <p>Article 8 (AP du 03/02/09) La remise en état est de type naturel. (...) En pied de falaise et sur le carreau, des matériaux inertes sont mis en remblais dans le prolongement des pentes des terrains adjacents à l'exploitation. (...).</p> <p>Article 8.2 (AP du 03/02/09) (...) Les apports extérieurs sont systématiquement accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, les quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste de la conformité des matériaux à leur destination. Ce document est visé par l'exploitant lors de la réception des matériaux et il en conserve une copie. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés tous les apports extérieurs de matériaux en précisant la provenance, les quantités des matériaux et les moyens de transports utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. (...)</p> <p>Article 1 (APMD du 05/07/23) La société Carrières Rossetto, dont le siège social est situé Route de la Serra – 74490 Saint-Jeoire, est mise en demeure de déposer un dossier de modification des conditions d'exploitations. Le dossier présentera a minima les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la justification de la cessation d'acceptation de déchets sur son site ;</li><li>• la présentation des solutions de remise en état du site listée ci-après sur la base d'un bilan environnemental coûts / avantages.</li></ul> <p>La transmission des éléments demandés ne pourra excéder 2 mois.</p>
<b>Constats :</b> <p>En réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure, l'exploitant a précisé qu'il n'acceptera les déchets qu'à partir de 2024 conformément aux éléments de son dossier d'autorisation. Il a également transmis les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'étude de stabilité du talus de déchets ;</li></ul>

- les éléments des justifications sur le maintien des déchets sur le site.

A la suite de l'instruction des éléments transmis par l'exploitant, des visites réalisées en 2023 sur le site et des données du dossier d'autorisation, les prescriptions de l'arrêté préfectoral encadrant l'acceptation des déchets inertes extérieur pour la remise en état du site ne paraissent pas suffisantes pour assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Dans ce cadre, et conformément à l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant transmettra un dossier de porter à connaissance à monsieur le préfet de la Haute-Savoie afin d'encadrer l'acceptation des déchets inertes sur son site et la remise en état finale du site. Ce dossier devra comporter a minima les éléments suivants :

- les données chiffrées (nombres de camions, distance parcourue, émission de CO<sub>2</sub>) si les déchets acceptés en 2022 n'étaient pas maintenus sur le site. Ces données sont à mettre en parallèle avec le fait que le site est autorisé à accepter des déchets à partir de 2024 ;
- l'estimation du volume de déchets inertes actuellement stocké sur le site réalisée par un géomètre et le volume de stérile générés en moyenne chaque année ;
- le plan de situation où les déchets inertes sont stockés (surface et différents profils pour justifier des différentes altitudes) ;
- un plan de remise en état avec les cotes finales lisibles. Au vu des plans de remise en état du dossier, la cote finale du carreau remis en état se situe au plus haut entre 618/620 mètres NGF en prenant en compte la mise en place de la terre végétale sur une hauteur de 30 à 60 cm ;
- l'estimation de la surface où la zone dont l'extraction est terminée et où la cote finale de remise en état a été atteinte ;
- le volume de déchets inertes nécessaire pour la remise en état finale. Ce volume devra être justifié en prenant en compte la zone déjà remblayée, le volume de déchets inertes actuellement disponible sur le site et la production annuelle de déchets inertes jusqu'à la fin de l'extraction, soit en 2029 ;
- une étude qui justifie de la stabilité dans le temps des zones remblayées et que le remblayage ne nuit pas aux bons écoulements des eaux, conformément à l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

Ce dossier devra être transmis à monsieur le préfet sous un délai de 6 mois à l'adresse suivante :

Pôle Administratif des Installations Classées (P.A.I.C.)

3 rue Paul Guiton

74 000 ANNECY.

Par ailleurs, l'inspection propose d'envoyer un courrier à l'exploitant l'informant que les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05/07/2023 sont respectées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 2 : Remblaiement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Stabilité zone de stockage de remblais

**Point de contrôle déjà contrôlé :** oui

### Prescription contrôlée :

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.

### Constats :

L'exploitant a transmis une étude de stabilité réalisée par le bureau BETECH en juillet 2023. II

ressort que dans la configuration actuelle le stock de déchets inertes est stable.  
Cependant en page 9/42, le géotechnicien précise que la stabilité du talus n'est pas garantie avec l'arrivée d'eau.

Aussi, l'exploitant complétera cette étude d'une part avec une trajectographie d'un glissement dedu stock de déchets inertes et d'autre part avec les préconisations du bureau d'étude pour garantir la stabilité du stock même avec des arrivées d'eau.  
Ces éléments devront être transmis à monsieur le préfet sous un délai de 3 mois.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stabilité des fronts

**Point de contrôle déjà contrôlé :** oui

**Prescription contrôlée :**

Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

**Constats :**

A la suite des inspections réalisées sur le site en 2023 :

- la procédure « météo » mise en place par l'exploitant a été validée par le bureau géotechnique ARIAS ;
- le suivi des 5 mires mises en place sur le front n°2 est réalisé par le géomètre après chaque tir ;
- cinq extensomètres ont été mis en place le 31/08/2023 au niveau de « la chandelle » située sur front F2.

Les seuils de déclenchement des extensomètres sont les suivants :

- 0,3 mm : alerte des gérants et du chef de carrière par sms, analyse du mouvement ;
- 1 mm : arrêt de l'activité de circulation située à proximité de la zone d'exclusion.

A la date de l'inspection, les différentes mesures issues des extensomètres montrent que l'instabilité se décroche du massif. En 3 mois, l'écartement mesuré est de 15 mm avec des dépassements de 1 mm/24 heures.

A la suite de la dernière alerte le 4/12, veille de l'inspection, la société ARIAS a préconisé de maintenir la zone d'exclusion et de l'élargir à la zone de circulation située à proximité.

L'exploitant prévoit de purger cette instabilité début 2024.

Au vu des déclarations de l'exploitant et des préconisations du bureau d'étude, l'inspection des installations classées maintient la mise en place de la zone d'exclusion au droit du front F2 et l'étend à l'ensemble de la zone de stockage des stériles (voie de circulation et zone de déchargement) selon les préconisations du bureau d'étude. La zone d'exclusion devra respecter le plan transmis par mail par la société ARIAS le 4/12/2023.

L'exploitant transmettra à l'inspection l'étude réalisée pour traiter l'instabilité. Cette étude devra être validée par le bureau d'étude géotechnique.

A la suite du traitement de la zone, le bureau d'étude devra justifier que les conditions de sécurité sont réunies et que la zone d'exclusion peut être levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet